

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :  
Rue de Rivoli, 16.

Un an. 6 mois. 3 mois.			
Paris. . . . .	24	12	7
Départements. . .	36	18	10
Etranger. . . . .	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

## LISTE DE NOS RÉDACTEURS.

George Sand.  
Eugène Sue.  
Alphonse Esquiros.  
Gahagne.  
Sobrier.  
Ernest Legouvé.  
Peyret.  
P. Delavigne.  
Honnet.  
Villebranche.

La Commune de Paris est sortie des barricades. Les doigts noircis de poudre, nous avons écrit en quelque sorte le premier numéro sur un tas de pavés. Notre journal a jeté le cri de la révolution. Ce cri a été entendu; mais nous voulons que notre voix ait aujourd'hui plus de force et de solennité. Le fusil d'une main, la plume de l'autre, nous ferons face à la lutte et à la discussion sérieuse. Se rallie à notre bannière qui voudra, l'attaque qui l'ose!

Paris, 25 avril.

## DU SENTIMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

Dire que la situation est grave et troublée, c'est exprimer une idée banale par son évidence même. Les partis, ou si l'on veut, les intérêts se regardent avec défiance. On ne peut pas dire que l'avenir soit gros d'orage, mais il est plein de ténèbres. Dans l'enivrement de la victoire, il nous était permis de fermer les yeux aux périls du lendemain; aujourd'hui nous serions coupables de ne point envisager sérieusement l'état des esprits. Nous avons glorieusement détruit; il s'agit maintenant d'édifier.

Depuis quelques semaines, grâce à la magnanimité du peuple, que ses ennemis feignent de prendre pour de la faiblesse, la réaction éclate en violence. Le peuple est calme, car il sent toute sa force. Du jour où il est rentré dans l'exercice de son droit éternel, il a compris que souveraineté oblige. En regard du droit il a posé le devoir. Qui dit libre, dit responsable. Cette responsabilité a marqué tous ses actes du sceau de la conscience publique. Au reste, la réaction ne nous effraye pas; nous la jugeons odieuse, mais nous la croyons impuissante. Les fleuves et les idées ne reculent jamais. Le mouvement perpétuel, que des rêveurs cherchent depuis des siècles dans les illusions de leur cerveau malade, existe; regardez dans le peuple. Quant à ceux qui prétendent user l'enthousiasme et le dévouement des masses, qui spéculent sur l'étonnement des nobles instincts révolutionnaires, nous n'avons qu'un terme pour flétrir leur infâme conduite: ils se rendent coupables de lèse-humanité. Peu s'en faut que dans leur ardeur impie d'anéantissement et de compression, ils n'attendent encore plus haut que l'humanité même: car le peuple en masse, c'est la sagesse de Dieu!

Le mouvement social n'est pas encore déterminé. Soumis, dans ces derniers temps, aux oscillations de la force révolutionnaire, il se cherche pour ainsi dire lui-même. La crise matérielle contribue à troubler la recherche morale des principes sur lesquels la société renouvelée devra bientôt s'établir. La tempête des intérêts obscurcit le soleil des idées.

Pour nous, la Révolution n'est point seulement un fait, c'est un dogme, et de plus un dogme universel. Elle ne réside point dans tel homme ni dans telle secte, elle est dans la masse qui pense et qui agit. L'infailibilité de l'Église a passé au genre humain. Ce que la nation croit, c'est la vérité; ce que la nation veut, c'est la justice. Vérité et justice relatives sans doute, car la loi du progrès n'est que la loi des révélations successives. Ces révélations se dégagent par secousses dans les temps de révolution; elles rayonnent par la lumière dans les démocraties calmes et paisibles.

L'instinct électrique des masses a répondu déjà plusieurs fois dans notre ville aux craintes et aux alarmes justement fondées sur l'avenir de la République. Paris entend maintenir la Révolution,

pleine, entière, énergique. A ses yeux cette Révolution n'est pas faite: elle commence. Qu'avons-nous détruit en février? L'obstacle aux réformes sociales, rien de moins, mais rien de plus. Le trône barrait le passage des idées nouvelles et généreuses, nous l'avons renversé, c'est bien; mais aujourd'hui que le passage est libre, il faut que ces idées entrent.

Tout le monde, nous le savons, n'entend pas ainsi la Révolution de 1848. Il en est pour lesquels le mouvement s'arrête à telle ou telle limite; le peuple ne comprend point ainsi son œuvre. Pour lui et pour nous (car nous sommes du peuple), la Révolution est infinie comme l'action de Dieu, dont elle n'est que le reflet dans l'humanité. Nous sommes très-éloignés sans doute de prévoir toutes les conséquences de la victoire populaire. Sur beaucoup de points relatifs aux réformes sociales notre vue est encore confuse et troublée; mais c'est la condition inévitable de toute nation en mal de renaissance que de traverser une période de ténèbres et de tâtonnements. Ce qu'il nous faut surtout pour nous soutenir dans cette épreuve, c'est la foi, une foi révolutionnaire, qui défie toutes les résistances et qui épuise tous les sacrifices.

Ne repoussons aucune des doctrines qui s'annoncent comme en possession de l'avenir. Elles contiennent peut-être des germes qui, mûris et fécondés par le bon sens des masses, produiront un jour des fruits. Ces fruits, nous serons tous appelés à les recueillir. Du jour où l'on voudrait refouler par la force brutale ou par l'ostracisme une des sectes dont nous ne partageons pas entièrement les doctrines, tous les hommes de cœur les couvriraient à l'instant même de leur protection et de leur justice.

Nous plaignons leur isolement: se séparer du peuple, c'est se séparer de la vie. Quant à ceux qui comme nous ont pour religion de communier sans cesse à l'esprit de la Révolution, rendu sensible par l'opinion des masses, ils croient que dans toutes ces doctrines il y a des semences de vérité et des hommes de cœur. Les systèmes sont nécessaires à la marche de l'esprit humain; il ne faut ni s'en effrayer ni s'en plaindre: c'est la nature même du développement social qui le veut ainsi. L'excentricité des sectaires représente quelquefois l'initiative. Leurs doctrines n'ont d'existence sérieuse que du jour où l'entendement humain a transformé en lui la substance même de ces doctrines en se les assimilant.

Il faut avoir le courage de l'avouer: le socialisme n'est point encore une science, c'est un sentiment. Nous ne sommes arrivés jusqu'ici qu'à des formules divergentes, souvent même contradictoires. Ce n'est point là un motif de découragement ni de défaveur pour les idées sociales, au contraire. L'histoire nous dit qu'il en a été de même pour toutes les transformations de l'esprit humain: le cœur a été atteint avant la tête. Qu'était le christianisme à son origine? Un vague sentiment religieux à demi enveloppé dans les langues, ou si l'on aime mieux dans le linceul du judaïsme. Il a fallu plusieurs siècles pour qu'une doctrine, une science, une organisation, sortissent de ce faible germe qui avait été semé dans un coin de la terre.

Il en sera de même de l'idée sociale. Elle a été déposée dans le sein ému des populations par des siècles d'épreuves et de souffrances: elle croîtra, soyez-en sûrs; mais elle croîtra comme poussent les grands arbres séculaires, par l'action incessante de l'esprit humain. Nul ne peut dire: cette idée est à moi! Non, cette idée est à tout le monde. Elle se développera par la sève qu'elle tire des forces morales et intellectuelles de la nation. Nous y contribuerons tous dans la mesure de nos moyens et de notre bonne volonté.

Gardons-nous donc de cette idolâtrie dangereuse qui personnifie la révolution dans un homme ou dans un système exclusif: la vérité n'est point avec Paul ni avec Jean, la vérité est avec le peuple; c'est toujours là que nous la chercherons. Socialistes d'esprit et de cœur, nous croyons que la République est une porte ouverte à toutes les améliorations et à toutes les nouveautés généreuses: leur fermer l'entrée, ce serait l'ouvrir à la réaction. Songeons d'ailleurs qu'il y a ici

un engagement pris, un engagement d'honneur: on a promis d'améliorer la condition morale et matérielle de la masse ouvrière, c'est-à-dire de la nation entière, car tout le monde aujourd'hui est travailleur ou doit le devenir. Trahir cet engagement, ce serait faire banqueroute à l'humanité.

Le Gouvernement provisoire ne peut choisir qu'entre ces deux situations: ou marcher ou être poussé. Celui qui marche garde la liberté de ses mouvements et a, par cela même, le moyen d'éviter les chutes; celui qui est poussé court risque de perdre la tête et de tomber fatalement dans l'abîme. Le peuple, sachez-le bien, n'est point disposé à s'endormir dans le repos de la misère: il attend, le glaive de la faim dans la poitrine, il attend toujours; mais il sait que quand on a pour soi la justice, on a la force.

Ce qu'on veut bien nommer la crise sociale n'est point, comme quelques-uns se l'imaginent, la conséquence passagère d'une révolution récente; non, c'est un état de choses ancien et profond qui révèle à la lumière. On avait jeté sur nos misères et nos plaies le voile des illusions; aujourd'hui ce voile est déchiré. Pâlir, s'effrayer, reculer même devant cette sombre évocation de la vérité douloureuse, ce n'est point de la politique, c'est de la faiblesse. L'indifférence est le crime des cœurs lâches; la philanthropie maintenant est un masque usé: il faut une main ferme et courageuse qui touche résolument à la difficulté même, c'est-à-dire à la question du capital et du travail. L'Assemblée nationale va s'ouvrir: à elle de trancher le nœud du problème. Mais d'ici là, veillons pour que l'on n'agisse point sur elle par les influences de la peur. Le danger n'est point dans le progrès, il est dans la réaction. Tout ce qui s'oppose dans ce moment-ci au renouvellement de nos institutions ne fait que prolonger le désordre et les angoisses d'une société qui se bouleverse. Aider à la révolution sociale, c'est concourir à la volonté de Celui qui pacifie les éléments eux-mêmes par leurs transformations éternelles.

## Le comité de rédaction.

Alph. Esquiros.  
Sobrier.  
Delavigne.

Nous donnons aujourd'hui une lettre que nous a écrite il y a quelque temps notre ami et collaborateur le citoyen Eugène Sue.

## DE LA CRÉATION DE BATAILLONS DE TRAVAILLEURS VOLONTAIRES.

« Le rachat des chemins de fer par l'Etat paraît une mesure adoptée; d'immenses travaux sur toutes les lignes vont être nécessairement entrepris. Les ateliers nationaux ouverts à Paris n'ont en grande partie pour but que des déblais et des remblais inutiles. Vous le savez comme moi, le travailleur intelligent et patriote accomplit sa tâche ponctuellement, mais avec une sorte de tristesse: il a la conscience que son œuvre est stérile; sa fierté républicaine se chagrine de ce que son juste salaire ne lui soit point acquis par des travaux utiles à la nation. — Ne pourrait-on pas (après les élections, bien entendu) ouvrir des rôles d'engagements volontaires pour les travailleurs célibataires, constitués par compagnies réunies en bataillons? Les grades seraient électifs, sauf peut-être ceux des chefs de bataillon, confiés soit à des élèves des écoles centrales, des mines ou de l'école polytechnique. »

« Ces enrôlements volontaires et pour une durée déterminée, pareillement organisés si cela était nécessaire dans toutes les grandes villes de France, permettraient de diriger les travailleurs sur tous les points où leur concours serait utile pour l'achèvement des chemins de fer. »

« Il y aurait, ce me semble, plusieurs avantages dans ce projet bien informé sans doute: »

« 1<sup>o</sup> Substituer un travail productif à un travail improductif, et conséquemment relever encore le travailleur à ses propres yeux; »

« 2<sup>o</sup> Etablir ainsi parmi les populations éloignées une sorte de propagande énergiquement républicaine, grâce au contact moral des travailleurs des

villes, généralement plus avancés par le fait de leur résidence au milieu des grands centres d'idées; »

« 3<sup>o</sup> Améliorer beaucoup la condition matérielle du travailleur par les puissantes ressources de la vie en commun, témoin le soldat, qui avec dix ou douze sous par jour vit beaucoup mieux que les trois quarts des ouvriers de France; »

« 4<sup>o</sup> Épargne facile et presque inévitable pour le travailleur, la vie en commun lui permettant de ne dépenser que la moitié ou tout au plus les deux tiers de son salaire. »

« A ce projet, très-incomplet, je le répète, l'on fera probablement des objections. »

« Ne sera-ce pas, dira-t-on, déposséder des éléments de travail les populations riveraines des chemins de fer remis en voie d'exécution? »

« A cela l'on peut répondre: »

« 1<sup>o</sup> Chacun sait l'innombrable quantité de travailleurs étrangers que la construction de deux ou trois lignes de chemins de fer avait attirés en France. Les étrangers, sachant la place prise, s'émigraient plus chez nous. »

« 2<sup>o</sup> Personne n'ignore que dans les contrées traversées par des chemins de fer, leurs travaux, pendant les années précédentes, absorbaient tellement les populations rurales que dans beaucoup de localités les bras ont manqué à la moisson, à la fenaison et aux vendanges. Or, cette année, jusqu'à présent du moins et si j'en juge par notre département, jamais de mémoire de laboureur et de vigneron, jamais les récoltes ne se sont plus magnifiquement annoncées. — Vous le voyez, Dieu protège la République. Ne serait-il donc pas pénible de voir les bras manquer à de si riches moissons? »

« On objectera peut-être encore la difficulté de loger temporairement les bataillons de travailleurs volontaires. — Mais l'Etat n'a-t-il pas cent fois fait des dépenses stériles pour des camps de plaisance et de parade? Pourquoi, pendant les quatre ou cinq mois de belle saison où nous entrons, n'établirait-on pas des campements de travailleurs dans les localités où il ne serait pas possible de les loger? — Deux régiments ont ainsi campé durant plusieurs années près de Saint-Denis, et la santé des soldats s'est conservée excellente. Mais il ne s'agit ici que de passer l'été et les premiers mois de l'automne dans des barriques solides, aérées, placées dans une exposition salubre et riante. Et d'ailleurs le mouvement des troupes envoyées aux frontières doit laisser beaucoup de casernes vacantes. »

« Une blouse uniforme, un képi pourrait être la grande tenue des travailleurs volontaires lorsqu'ils se rendraient à leurs revues ou réunions hebdomadaires, tambours et clairons en tête. Le drapeau de l'industrie ne flotterait pas moins glorieusement au milieu de ces bataillons de travailleurs que le drapeau de guerre au milieu des bataillons de soldats: n'est-ce pas toujours le drapeau de la France républicaine? »

« Eugène Sue. »

« 13 avril. Aux Bordes (Loiret). »

## IL FAUT ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE OU PÉRIU.

Par les mesures révolutionnaires qu'il vient de prendre, le Gouvernement provisoire a montré qu'il avait l'intelligence de la situation. Toutefois il est loin d'avoir déduit toutes les conséquences du 24 février. Le mouvement social qui s'opère aujourd'hui d'une manière irrésistible, nous ne voulons pas le précipiter parce que nous sommes sûrs de lui. Nous combattons pour le droit et la justice, et nous avons la confiance des forts. On peut travestir nos intentions, on peut nous prêter des projets chimériques: les hommes de sens et de jugement, le peuple, dont nous défendons les intérêts, ne confondra jamais les révolutionnaires avec les anarchistes. Le moment n'est pas loin où il manifesterait sa volonté, et nous ne craignons pas de nous trouver en désaccord avec elle. Que les esprits impatients se modèrent donc; nous marchons à une réalisation inévitable et magnifique. N'allons pas la compromettre par des tentatives prématurées. Ceux qui voudraient hâter la violence l'accomplissement des grandes améliorations que réclame notre époque attesteraient eux-mêmes leur



inaptitude à juger les circonstances ou feraient suspecter la sincérité de leurs opinions. Patience! A peine arrivée, l'Assemblée nationale sera saisie des problèmes dont tous les esprits recherchent aujourd'hui la solution. Incontinent, elle entrera dans le vif de la question, l'organisation de la démocratie.

Toutefois il importe de faciliter dès aujourd'hui son action. Presque rien n'a été changé depuis le 24 février. L'ancien régime se maintient avec la plupart de ses vices. Nous sommes dans une situation louche, équivoque, qui mêle les regrets du passé avec les aspirations de l'avenir. Moment solennel dans la vie des sociétés, halte fatigante qu'on est impatient d'échanger pour la marche rapide vers un monde meilleur. On sent que de grandes choses vont se faire; on a soif d'action et de vie; un fluide inconnu a pénétré tous les corps, et les yeux se tournent vers l'horizon, où ils voient grandir les murailles de la cité future.

N'hésitons pas en ce moment suprême; l'hésitation serait un crime. En révolution il faut être révolutionnaire; c'est le seul moyen d'en sortir.

La révolution de février est sociale: aveugle ou coupable qui ne le voit pas.

Elle a donc pour but d'améliorer le sort de ceux qu'on nomme les *classes laborieuses* alors que des gouvernants insensés, s'obstinant dans des distinctions impies, prétendaient scinder en deux camps la grande famille humaine et proclamaient l'existence d'un *pays légal* à côté d'un *pays illégal*. Monstrueux blasphème, plein de douleurs et de larmes, dont février a fait justice.

Elle a également pour but d'asseoir la richesse des citoyens sur des bases plus morales, d'empêcher, comme on l'a dit, toute exploitation de l'homme par l'homme.

Tel est le problème. L'Assemblée nationale nous donnera la solution.

Nous devons, nous, rechercher les mesures transitoires par lesquelles la situation des travailleurs sera améliorée en attendant qu'elle soit constituée d'une manière définitive. Or voici ce que nous proposons comme errements immédiatement applicables.

Dégrever le petit propriétaire et faire porter le déficit sur le riche. Celui qui a le superflu doit à qui manque du nécessaire. C'est là une loi qui n'a pas besoin d'être formulée dans les codes; elle a été gravée de toute éternité par Dieu dans le cœur de l'homme.

Nous ne demandons pas qu'il se dépouille sans profit pour lui-même; ce serait là une flagrante injustice dont nul gouvernement ne se rendra coupable.

Que le riche soit obligé provisoirement d'occuper les ouvriers sans travail, non-seulement dans les villes, mais encore dans les campagnes; qu'on organise, comme le demande notre ami Eugène Sué, des bataillons de travailleurs qui iront sur tous les points de la France déposer le germe d'une richesse nouvelle. Si la révolution de février n'est pas une illusion, elle aura dans quelques années considérablement accru le bien-être du peuple français: des armées industrielles auront défriché et fertilisé toutes les terres incultes qui dépendent comme une plaie le sol de notre belle patrie; nos landes seront transformées en prairies peuplées de troupeaux innombrables, nos déserts chargés d'une végétation exubérante, nos rivières encaissées, nos montagnes reboisées, nos marais desséchés ou transformés en cours d'eau qui répandront la fécondité sur leurs rives. Un système de viabilité bien entendue, la multiplication des chemins départementaux et vicinaux, l'achèvement de nos voies ferrées et de nos canaux, la création de centres industriels et agricoles, toutes ces mesures permettent une facilité de fonction miraculeuse à notre admirable organisme topographique. La France sera replacée sur ses véritables bases.

A cet effet, le Gouvernement provisoire doit se préoccuper vivement de la fondation de banques agricoles destinées à venir en aide aux cultivateurs pauvres. Les banques ne suffisent pas. Pour vaincre la routine et introduire partout, le plus tôt possible, des notions de culture bien entendue, il est urgent de fonder dans tous les chefs-lieux de département et d'arrondissement des dépôts de machines et d'instruments aratoires de nouvelle invention. Bien plus, chaque commune devra en posséder un certain nombre. Ils seront prêtés aux particuliers pauvres et serviront de modèles aux riches propriétaires. Viendront ensuite les écoles d'agriculture dont nous avons déjà exposé la constitution; l'application de la chimie à l'agriculture substituer la science à l'empirisme et préviendra le gaspillage des fortunes et la perte de bras qui s'usent en efforts insensés contre la nature.

Si le Gouvernement provisoire ne peut entreprendre ce grand œuvre, l'Assemblée nationale l'accomplira.

Sobrier.

#### LES FEMMES!

Quelle part utile les femmes peuvent-elles prendre aujourd'hui à la chose publique? Que doivent-elles faire?

S'unir à nous. — Nous soutenir.

S'unir à nous? Un seul sentiment peut nous fai-

re vivre aujourd'hui, l'amour de la France! Des sacrifices réels au dedans, des périls au dehors nous attendent peut-être. Riches, il faudra céder de sa richesse; artistes, s'arracher à ses rêves et agir; malades, secouer sa souffrance et marcher; pusillanimes, rejeter la crainte et se produire. Eh bien! tous ces sacrifices, sacrifices de gloire, sacrifices de santé, sacrifices de fortune, tout cela ne sera rien si nous portons vivant dans notre âme l'amour de la France! Mais pour que ce sentiment domine notre vie, il faut que nous le retrouvions à notre foyer domestique. L'homme aujourd'hui a besoin d'une compagne virile, sur le cœur de laquelle il trouve courage et sympathie! Comme lui, elle doit porter écrite dans son âme cette maxime qui fera seule notre force: « Heureux ceux qui ont quelque chose à perdre, car ils ont quelque chose à donner. » Quand le mari reviendra de l'assemblée, ayant voté pour l'amour de tous une loi domageable pour lui, il faut que sa femme lui dise: « Tu as bien fait! » L'amour de tous! l'amour de tous! voilà désormais le feu sacré du foyer de famille! Formons autour de lui une sainte alliance. Que la femme aime la République, parce que la République c'est la charité. Que le jeune homme l'aime, parce que la République c'est la gloire! Que la jeune fille l'aime, parce que la République c'est la pureté! Que l'homme enfin l'aime, parce que la République c'est la vertu!

Nous soutenons? Le rôle des femmes, c'est d'être les prêtresses du spiritualisme. C'est à elles de servir de lien entre le Ciel et nous, à elles de nous montrer le doigt de la Providence empreint sur tout ce qui nous environne. En France, hors de France, tout n'est-il pas miracle et promesse? Ce mot de liberté éclatant à la fois sur tous les trônes de l'Europe, comme les échos d'un même coup de tonnerre; l'Italie renouvelant et dépassant en un jour tous ses antiques prodiges d'héroïsme; un pape à la tête de la révolution des peuples, qu'est-ce autre chose que la voix de Dieu lui-même nous disant: « Ne perdez donc pas courage, enfants; vous voyez bien que je suis avec vous? » Que les femmes, ces interprètes célestes, comme les appelaient nos pères les Gaulois, nous expliquent cet évangile nouveau; qu'elles disent aux timides: « On vous annonçait violence et dévastations; où sont les désastres? On vous annonçait la guerre; où sont les ennemis? » Qu'elles montrent toutes ces admirables espérances de fertilité qui se produisent dans la campagne: les blés déjà vigoureux, les arbres fruitiers chargés de fleurs, la nature elle-même enfin se faisant notre alliée. Ah! nous sommes tous ou pères, ou maris, ou frères, ou fils; nous savons combien une parole de confiance partie de la bouche d'une fille ou d'une mère trouve facilement le chemin de notre cœur. Qu'elles la prononcent donc toutes, cette parole, et pendant que nous plantons sur les places publiques l'arbre austère de la liberté, qu'elles fassent fleurir au foyer domestique le rameau divin de l'espérance.

E. LEGOUVÉ.

Puisque nous avons réclamé contre la nouvelle administration de la commune de Montmartre, il n'est pas inopportun de signaler des abus que la Révolution aurait dû faire cesser dès le lendemain de son avènement. Est-il vrai que l'ancien maire, le citoyen Biron, ait donné l'ordre, le 23 février au soir, de noyer 1,500 kilogrammes de poudre, fait qui pouvait avoir pour résultat de faire égorger sans défense les patriotes compromis si la faction royaliste avait triomphé le lendemain?

Est-il vrai que ce même citoyen Biron conserve encore une place importante à la direction des postes? Notre question s'adresse au citoyen Etienne Arago.

Est-il vrai que le commissaire de police de la dite commune, conservé dans son emploi, fut une création de madame Adélaïde, sa puissante protectrice, et destiné à de hautes faveurs? Pourquoi la République ratifierait-elle ce passé? Le citoyen Ledru-Rollin n'est pas, que nous sachions, l'exécuteur testamentaire de la très-défunte dynastie.

Nous appelons l'attention du Gouvernement provisoire sur les patriotes des ateliers nationaux qui manquent de chaussures et de vêtements. Les travailleurs autant que les soldats ont droit à la sollicitude. Malgré les difficultés de la situation, il saura, nous n'en doutons point, prendre des mesures convenables pour améliorer leur situation. Ceux qui augmentent la richesse de la nation doivent être les premiers appelés à en jouir.

C'est avec le plus grand étonnement que nous venons de voir emballer les effets du duc de Nemours. Le Gouvernement provisoire, selon nous, n'a pas le droit de disposer de biens qui appartiennent à la nation. Nous engageons tous les citoyens à se joindre à nous pour obtenir la révocation de cette mesure.

Aujourd'hui, mardi, deux régiments de cavalerie, un de dragons et un de cuirassiers, ont fait leur entrée à Paris. Le peuple s'est porté à leur rencontre avec les plus vives démonstrations de

joie et d'enthousiasme. Les fronts se découvraient; les poitrines se pressaient; les mains serrées longuement et les chaudes étreintes témoignaient une fois de plus de l'union des travailleurs et de l'armée, des soldats de l'humanité et des soldats de la patrie: c'était enfin l'épilogue de la grande fête de la Fraternité, fête dont le souvenir et les effets sont impérissables, nous l'espérons.

Ces deux régiments ont pris garnison à Paris; ils n'oublieront jamais leur entrée dans la capitale, et ils s'apercevront que l'amour du peuple pour ses frères est durable. Car vous êtes nos frères, soldats! Tous, nous sommes citoyens!

#### COLONIES FRANÇAISES. — PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE A LA MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE.

Nous recevons, par le paquebot des Antilles, la nouvelle de la proclamation de la République à la Martinique et à la Guadeloupe. Nos lettres sont des 29 et 30 mars. L'adhésion de la population libre, blancs et hommes de couleur, a été vive et spontanée. La population esclave est restée calme dans la confiance que l'heure de sa libération définitive avait sonné et qu'elle n'avait plus à attendre que l'expédition de cette grande mesure décidée en fait comme en principe par la Révolution. A la Guadeloupe surtout, la République a été accueillie avec enthousiasme. Le gouverneur et les chefs d'administration se sont abstenus de paraître. Les maires des diverses communes ont pris l'initiative, et le drapeau de la République a été inauguré avec la modification dans la disposition des couleurs qui avait été adoptée par le Gouvernement provisoire dans les premiers jours de la Révolution. Les principaux habitants, de toute race, se sont assemblés pour signer une adhésion. Les blancs et les hommes de couleur faisant partie de loges maçonniques, jusque-là séparés, ont fraternisé ensemble et ont pris jour pour un banquet solennel. Le président du conseil colonial de la Guadeloupe, le général Ambert, doyen de nos généraux de division, est un vieux soldat de la Révolution, demeuré fidèle à la République même sous l'Empire. Sa fidélité lui avait valu la disgrâce de Napoléon, et son retour à la Guadeloupe avait été une sorte d'exil. En apprenant les grands événements de février, le cœur du vieux soldat s'est ranimé d'une flamme nouvelle, et il a adressé à ses concitoyens la proclamation suivante, que nous publions avec joie:

Guadeloupe.

Basse-Terre, le 27 mars 1848.

Habitants de la Guadeloupe,

Une révolution s'est accomplie. La France a lavé toutes ses hontes et reconquis tous ses droits! Sur les ruines d'un trône à jamais détruit, elle a fondé la République!

La République! c'est-à-dire la liberté, l'ordre, le travail.

Habitants de la Guadeloupe, cette devise était déjà la vôtre; le conseil colonial l'avait déjà proclamée. En vous associant tous à ses généreuses manifestations, vous donnez par avance une gage de votre adhésion sincère aux principes du nouveau Gouvernement.

Encore un peu de temps et l'esclavage aura disparu de votre sol en faisant place à une puissante organisation du travail, où tous les droits et tous les intérêts seront garantis et respectés.

Vos ateliers savent que vous avez été les premiers à élever la voix en leur faveur. Ils continueront à avoir confiance en vous. Ils attendront avec calme et patience le moment où l'Assemblée nationale, en sanctionnant vos propres résolutions, fera sonner pour eux l'heure de la liberté légale.

Le président du conseil colonial,

AMBERT.

A Ville-d'Avray, des bandes nombreuses ont parcouru les rues pendant la nuit avec des torches en criant: *Vive Henri V!* Les citoyens ont répondu: *Vive la République!*

Les réactionnaires ont dit aussi: *Vous êtes des communistes!* A quoi on a répondu: *A la lanterne!*

Oui, sans doute, à la lanterne! Nous connaissons tous les meneurs carlistes, et s'ils s'obstinent à provoquer la guerre civile, il faudra bien que la République fasse justice de ces rebelles. La lanterne toutefois ne sera pas précisément nécessaire.

Le citoyen F. Philippoteaux nous écrit que son tableau, qui a pour sujet: *la Proclamation de la République sur la place de l'hôtel de ville*, lui a été commandé par un simple particulier et non officiellement.

Il n'a pas entendu dire qu'il dût être fait ou commandé un tableau sur la remise des drapeaux, et rien de semblable ne lui a été proposé.

Loin de blâmer ou de récuser la voie des concours pour la distribution des travaux commandés par le Gouvernement, il applaudit de tout son cœur à cette justice.

Le *National* fait pressentir qu' aussitôt que l'Assemblée constituante sera en fonction, il se séparera de certains membres du Gouvernement provisoire, vis-à-vis desquels ses sympathies ne sont pas très-vives. Chaque journal s'arrange pour faire

son lit avant la réunion de l'Assemblée et dispose les armes qui serviront à sa polémique. Malgré la République, le journalisme ne comprendra jamais les principes de la fraternité, encore moins leur application.

Le citoyen Larger (Victor), ouvrier mécanicien, républicain ardent et sincère, a été nommé commandant de la garde nationale à l'unanimité des suffrages dans la commune de Passy.

Paris, ce 17 avril 1848.

Au citoyen rédacteur de la Commune de Paris.

Citoyen,

Veillez insérer dans votre prochain numéro cette lettre en réponse à celle que nous a adressée notre ex-président, le citoyen Grégoire.

Salut et fraternité.

Par délégation des membres du club des Prévoyants,

Le président, TREULÉ.

Citoyen,

Notre conscience est calme, très-calme, et si nous avions à qualifier une conduite, ce ne serait certainement pas la nôtre.

Vous dites que l'ordre dans la liberté court quelque danger. Vains mots! La liberté maintenant est impérissable. Quant à l'ordre, qui a été assez coupable pour le troubler? Vous avez cédé non pas à la force, non pas à l'oppression, mais au droit.

Un club est maître de sa police et de l'organisation de son intérieur. Un club, insulté dans la personne d'un de ses membres frappé à la tribune, peut et doit, s'il se respecte, expulser sans merci celui qui s'est oublié au point de commettre un tel outrage.

Nous terminons en déclarant que la remise de nos fonds et des listes, procès-verbaux et registres de la société au bureau du Comité révolutionnaire, n'est pas acceptable, n'est pas possible. Nous ne relevons de personne. Le Club des clubs n'a rien à faire dans le règlement de nos comptes et dans la remise des procès-verbaux, listes et registres, qui ne peuvent être rendus qu'à notre président en personne.

Salut et fraternité.

Par délégation des membres du club des Prévoyants.

Le président, TREULÉ.

Le club de l'armée des Alpes à ses frères membres du Comité révolutionnaire, délégués des clubs, des corporations d'ouvriers, de la garde nationale.

Au nom de la fraternité et du dévouement que vous nous offrez par vos circulaires et que nous acceptons de cœur, nous nous adressons à vous.

Notre concours, vous l'avez et vous l'aurez. Frères, nous comptons sur le vôtre, nous en avons besoin; sans vous, nous ne pouvons rien.

Nos délégués? Illusion! Ils seront rares, peut-être n'en aurez-vous pas.

Nous, travailleurs de l'armée, nous sommes isolés; le peuple, que vous représentez et dont nous sommes les enfants, est notre force: seul il comprend nos idées. Soyez notre organe auprès de lui, soyez le canal qui doit faire parvenir au peuple et nos besoins et nos droits.

Vous avez souffert, nous souffrons encore. L'ère de la liberté qui vient de s'ouvrir nous laisse dans l'oubli; c'est à vous, frères, à la faire briller pour tous.

Nous faisons partie de l'armée des Alpes. Notre club, comme vous le savez, a déjà été formé à Lyon; quoique interrompu, mais non brisé, nous avons senti, nous sentons l'urgence d'en former un autre à Grenoble. Il est formé, et comptant d'avance sur votre dévouement, il vous prie de lui indiquer immédiatement la manière de pouvoir correspondre et de s'affilier avec vous.

Le cas est urgent, l'armée compte sur vous... elle a bien des choses à vous faire connaître.

Vous l'avez dit: comptez sur elle à la frontière comme elle compte sur vous à l'intérieur.

Salut, union, fraternité.

Les membres du club de l'armée des Alpes, à Grenoble.

(Suivent les signatures.)

On assure que l'évêque de Rennes impose aux curés et desservants de son diocèse une liste électorale remplie en grande partie de noms légitimistes. Cette liste est répandue à profusion dans les campagnes, et les honnêtes cultivateurs du département d'Ille-et-Vilaine ne doivent recevoir l'absolution, ne peuvent faire leurs Pâques qu'en s'engageant à jeter cette liste dans l'urne électorale. Il ne leur est pas même permis de s'abstenir: « Quiconque n'est pas avec l'évêque est contre l'évêque. »

Est-ce ainsi que le citoyen Lacordaire et les citoyens rédacteurs de *l'Univers* entendent la liberté des élections? et seront-ils bien venus désormais à nous parler des circulaires du ministère de l'intérieur? Leurs évêques sont gens à rendre bien des points au plus farouche des montagnards.

Les renseignements qui nous sont transmis à ce sujet sont positifs et ne nous laissent aucun doute. Que le ministre des cultes instruisse, et que justice soit faite!



## LE MOUVEMENT RÉPUBLICAIN EN BADE.

Les nouvelles que nous recevons aujourd'hui sont favorables à la cause républicaine. Comme ces nouvelles nous arrivent des différents points, nous les laisserons suivre en ordre chronologique, et nos lecteurs pourront, en consultant la carte, juger eux-mêmes de l'importance du mouvement révolutionnaire à Bade.

**Lorrach, le 20, 8 heures du soir.** — On nous apporte les cadavres du général Gagern et de son domestique, tués dans le combat de Kandern. En même temps arrivent les blessés, le major Kunz et un capitaine hessois, les lieutenants badois Dron et Sartori, et 35 soldats. La plupart d'eux sont gravement blessés. Les républicains ont laissé 6 morts sur le champ de bataille.

Un second combat a eu lieu dans la journée d'aujourd'hui à Steinen. Struve et Weisshaar, qui y étaient postés avec 1,300 hommes, furent attaqués à 2 heures du matin par 5,000 Hessois et Badois. La fusillade était assez vive. Le résultat fut le même qu'à Kandern : il y a eu de part et d'autre 5 à 6 tués et une douzaine de blessés; puis les républicains se replièrent devant la cavalerie dans les montagnes.

**Schopfheim, le 20, à minuit.** — Ce matin, Hecker et une partie de sa colonne passaient ici après le combat de Kandern; ils prenaient la direction de Rheinfelden. Le pont de Steinen fut brûlé par les républicains, et les troupes ne purent les inquiéter. A 9 heures du soir, 2,000 républicains arrivèrent ici de Constance; ils avaient deux canons de 6, desservis par l'artillerie de la garde nationale de Constance. Ils sont très-bien organisés, et ils brûlent d'envie de venger leurs frères tués à Kandern et Steinen. 2,300 républicains sont attendus cette nuit de Schönaue.

**Säckingen, le 20.** — Tout est ici sous les armes; tous les hommes valides de 18 à 40 ans marchent contre nos oppresseurs. Il y a abondance d'armes, de munitions et d'approvisionnement. On est convaincu que les troupes badoises passeront toutes du côté des insurgés.

**Liestal (Bâle-Campagne), le 21.** — Ce soir, 200 Allemands sont arrivés ici de Neuchâtel pour marcher au secours de leurs frères de Bade. Demain viendront encore 500, tous armés. Plus de 1,000 républicains sont en marche de Genève, Vaud et Berne.

**Huningue, le 21.** — Le passage du Rhin est libre, et rien ne s'oppose plus à la marche des légions allemandes de Paris et de Lyon pour pénétrer à Bade. Hier, il y avait 2,000 hommes de troupes badoises et hessoises vis-à-vis de notre forteresse pour défendre le passage du Rhin. Sur le bruit que la légion allemande de Paris approchait de Huningue, le commandant hessois fit placer deux canons devant le pont, qui, de la Schuster-Insel, étaient pointés sur le territoire français. Mais notre brave commandant de la forteresse mit bientôt ordre à cet état de choses, contraire au droit des gens. Il fit savoir au commandant hessois qu'il eût à l'instant à retirer ses canons, sinon qu'il en placerait également sur la rive française, et qu'à la première balle qui tomberait sur le territoire français, il répondrait par un feu bien nourri. En effet, deux canons français furent placés aux abords du pont et tournés contre les troupes. Celles-ci voyant cette démonstration, et apprenant en même temps l'occupation de Lorrach par les républicains, battirent en retraite et disparurent bientôt, laissant le pont et le passage libres.

Il résulte de ces rapports que le mouvement s'étend et que les troupes, malgré leur nombre, ne pourront rien faire de décisif. Sans doute nous apprendrons demain l'entrée de la légion de Paris à Bade, et un combat décisif ne tardera pas à être livré.

Que la France républicaine y prenne garde. Les armées qui garnissent les bords du Rhin, et qu'on a concentrées sur la frontière française sous le prétexte de l'arrivée d'un millier d'ouvriers allemands venant de Paris, sont dirigées contre la République française. Craignant les sympathies de leurs peuples pour la République française, les princes allemands cherchent l'occasion et le prétexte pour pousser les peuples dans une guerre contre la France, guerre à laquelle l'empereur de Russie les excite. Les princes allemands espèrent ainsi combattre la liberté au dedans et la république au dehors. — 8,000 soldats sont déjà rassemblés sur les bords du Rhin; des troupes autrichiennes sont entrées à Ulm, à Rastatt; la garnison de Mayence est augmentée; l'armée autrichienne en Italie est près du Mont-Cenis; l'alliance récemment conclue entre l'Autriche et l'Angleterre pour ramener Venise et la Lombardie sous le joug autrichien n'est plus un mystère pour personne.

Le roi de Prusse a envoyé son confident intime, le général Pfuel, à Pétersbourg pour conclure une autre alliance qui aura pour but de river plus fortement les chaînes de la Pologne. L'Angleterre et toutes les puissances armées, et tous ces armements sont dirigés contre la République française. Que le Gouvernement français cesse donc enfin de faire de la politique sentimentale, qu'il fasse entendre la grande voix de la France, demandant justice et réparation pour la Pologne,

pour l'Italie, pour l'Allemagne. Sa voix, la voix de 53 millions d'hommes libres sera entendue, et si les despotes coalisés osaient s'opposer encore une fois à la marche triomphale de la révolution française, que la France tire l'épée, et elle aura pour alliés tous les peuples de l'Europe et avec elle les sympathies du monde entier.

HENRI BORNSTEIN.

Nous avons à annoncer à nos lecteurs de tristes exemples d'ingratitude envers la France si hospitalière aux réfugiés. Le sieur Rauschenplatt, réfugié allemand, vivait depuis quinze ans à Strasbourg. A la première nouvelle des événements en Allemagne, il se transporta à Bade, et là le fier républicain devint aide de camp du ministre de la guerre du grand-duc de Bade, espérant peut-être un jour conduire les troupes badoises à l'attaque de Strasbourg, dont il ne connaît que trop bien tous les points faibles.

Dans sa séance du 20 avril, la Société républicaine de Strasbourg a prononcé à l'unanimité l'expulsion avec ignominie du sieur Rauschenplatt, docteur en droit, réfugié allemand, atteint et convaincu de monarchisme, après avoir professé en France des opinions républicaines et y avoir joui d'une hospitalité de quinze ans.

— Le réfugié Venedey vivait depuis 1852 en France, secouru par le Gouvernement. Nous l'avons vu dénoncer la légion démocratique allemande de Paris à M. de Lamartine et dans la *Gazette de Cologne* aux gouvernements allemands, et puis comme membre du comité des Cinq à Francfort se prononcer dans le sens le plus hostile à la France. Le sieur Venedey appartient à ce parti ultra-germanique qui réclame toujours l'Alsace et la Lorraine, comme appartenant de droit à l'Allemagne, réclamation insensée dont le député Welker s'était fait l'organe à Francfort. Et pour comble d'impudence, nous lisons dans le *Correspondant de Hambourg* que ce même sieur Venedey était désigné pour le poste d'ambassadeur de la Confédération germanique près la République française, — un choix qui équivaldrait à une déclaration de guerre. Espérons que le Gouvernement français saura maintenir sa dignité en refusant l'ardent germanisateur de l'Alsace et de la Lorraine.

(Correspondance particulière).

## LÉTRE DE PLOGNE!

Cracovie, le 17 avril 1848.

Au citoyen Sobrier,

Nos ennemis ont tellement dévasté notre pays que jamais dans ma vie je n'ai vu la misère plus grande.

Le cœur est bon, l'enthousiasme y est; mais ce sont des ruines dont on ne peut rien relever sans le plus sublime effort. Quand nous quittons Paris, vous disiez : « Allez sans armes! » — Nous voilà au milieu de nos ennemis, chez nous pourtant, rassemblés presque tous sans armes, à la veille peut-être des Vêpres siciliennes! — Souffrirez-vous, amis de la Pologne, vous au moins qui vous disiez tels, qu'on nous égorgé sans nous donner même de quoi nous défendre? Je ne le crois pas encore. Donnez-nous des armes! des armes! des armes! Autrement, honte et malédiction sur vous, et peut-être la chute de votre sainte République. C'est le cri de vos amis au désespoir, celui de votre ancien abonné qui partageait les sentiments généreux de votre journal.

Salut et fraternité.

EUSTACHE ZULAWICZ, ancien professeur à l'école polonaise des Batignolles, ancien élève de l'institution agronomique de Grignon.

Cette lettre nous engage, amis de la Pologne! La France libre doit répondre au cri de sa sœur victime. Lamartine, le moment n'est-il pas venu? Vous qui avez dit : « La France se réserve le droit de juger de l'opportunité; » jugez donc, et que Dieu vous éclaire, pour que la France juge comme vous.

Nos promesses n'ont point été faites pour abuser nos frères, pour envoyer les Polonais et les Français qui les ont suivis au martyre.

Nous espérons que le Gouvernement provisoire va s'occuper sérieusement de l'état actuel de la Pologne, sinon nous aviserons au moyen de leur venir en aide nous-mêmes en ouvrant des listes de souscription et d'engagement dans nos bureaux.

## Actes officiels.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire

Décrète :

Art 1<sup>er</sup>. Les gardes nationales mobiles de la ville de Rouen, au nombre d'environ 500 hommes, seront incorporés dans les différents bataillons de la garde nationale mobile de Paris.

Art 2. Le corps des Lyonnais, s'élevant à environ 700 hommes, sera réuni au 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie de la garde nationale de Paris.

Art 3. A partir de demain, il y aura un bataillon

d'enrôlement pour la garde nationale mobile dans les mairies de Paris.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 24 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire

Décrète :

La garde républicaine de l'hôtel de ville, composée de 600 hommes, forme un bataillon spécial.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 24 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire vient de décider que deux régiments d'infanterie et deux de cavalerie se rendront immédiatement à Paris pour y tenir garnison. Ces régiments sont les 61<sup>e</sup> de ligne, 11<sup>e</sup> léger, 2<sup>e</sup> dragons et 5<sup>e</sup> lanciers.

Par suite de ce mouvement de troupe, cinq bataillons de la garde nationale mobile vont occuper les postes suivants :

Le 8<sup>e</sup>, forts de Bicêtre et d'Ivry;Le 9<sup>e</sup>, Courbevoie;Le 10<sup>e</sup>, forts de Noisy et de Romainville;Le 11<sup>e</sup>, fort d'Aubervilliers;Le 19<sup>e</sup>, forts d'Issy et de Vanves.

Le décret qui assujétit à une retenue proportionnelle tous les traitements, salaires, etc., payés par l'État, va, dit-on, être étendu au salaire des conservateurs des hypothèques; salaires qui, dans certains bureaux, s'élèvent, indépendamment des remises, à vingt, trente et quarante mille francs.

Un arrêté du Gouvernement décrète l'application d'un droit d'octroi à certaines denrées, telles que le gibier, la marée, le poisson d'eau douce, les huîtres et le beurre, qui, transportés directement chez les consommateurs, échappaient au droit de vente prélevé dans les marchés de la capitale.

Un autre décret réduit et régularise les droits d'abattage et de caisse de Poissy pour la viande de boucherie, et étend à la viande de porc et à la charcuterie la suppression du droit d'octroi décrétée pour la viande de boucherie par arrêté du 18 avril 1848.

Il est ouvert un crédit de 2,000,000 fr. pour la continuation du chemin de fer de Paris à la frontière d'Allemagne, entre Strasbourg et Hommarling.

Le Gouvernement provisoire a décrété le 25 avril qu'au titre de commissaire du Gouvernement près le tribunal de... sera substitué le titre de procureur de la République.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE PARIS.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris,

Vu les art. 34, 35 et 36 de l'instruction du Gouvernement provisoire en date du 8 mars dernier;

Vu l'arrêté fait en mairie de Paris, le 12 avril courant, relatif aux opérations électorales pour la nomination des représentants du peuple dans le département de la Seine,

Arrête :

Art 1<sup>er</sup>. Le recensement général des votes aura lieu le 28 avril courant, à l'hôtel de ville de Paris.

Art 2. La séance sera ouverte à neuf heures du matin, sous la présidence du doyen d'âge des maires de Paris.

Art 3. Les maires des arrondissements de Paris et des communes rurales, accompagnés des délégués nommés dans chaque bureau central, cantonal ou d'arrondissement, seront partie de la réunion centrale de l'hôtel de ville. Ils s'y rendront aux jour et heure indiqués ci-dessus.

Ils y apporteront le procès-verbal du bureau central, cantonal ou d'arrondissement, et les annexes (ou les procès-verbaux des diverses sections).

Art 4. La réunion centrale désignera un de ses membres pour faire les fonctions de secrétaire.

Art 5. Il sera donné lecture des procès-verbaux des diverses assemblées et des réclamations qu'ils contiendraient. La réunion centrale pourra donner son avis sur les réclamations; elles resteront jointes au procès-verbal comme documents propres à éclairer la décision de l'Assemblée nationale, à laquelle il appartient de statuer définitivement sur la vérification des pouvoirs de ses membres.

Art 6. La réunion centrale de l'hôtel de ville n'aura pas à revenir sur les attributions des bulletins faites dans les assemblées cantonales ou d'arrondissement. Elle se bornera à faire le recensement des votes suivant les procès-verbaux arrêtés par ces assemblées.

Semblablement, si des candidats faisaient connaître qu'ils n'accepteraient point l'élection au cas où ils obtiendraient la majorité légale, la réunion centrale ferait mention de leur réclamation, mais sans y donner d'autre suite. Ce serait à l'Assemblée

Art 7. Le recensement général terminé, le bureau de la réunion centrale en informera immédiatement le maire de Paris et ses adjoints.

Art 8. Les candidats qui auront réuni 2,000 suffrages au moins seront, suivant l'ordre des suffrages qu'ils auront obtenus, proclamés représentants du peuple par le membre du Gouvernement provisoire maire de Paris.

Si un nombre de candidats plus considérable que celui des représentants à élire obtenait cette majorité, celui ou ceux qui auraient obtenu le plus de voix seraient seuls déclarés représentants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé serait proclamé, sauf décision ultérieure de l'Assemblée nationale.

Si au contraire le nombre des candidats ayant obtenu la majorité exigée par l'art. 9 du décret du 5 mars était inférieur à celui des représentants attribués au département de la Seine, il ne serait proclamé que les citoyens réunissant ce nombre de suffrages, et la représentation du département serait complétée par une nouvelle élection qui aurait lieu huit jours plus tard.

Art 9. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de toutes ces opérations sera rédigé et signé par les membres du bureau de la réunion centrale.

ARMAND MARRAST.

## FAIT ÉLECTORAL.

Une question au président du bureau de la 13<sup>e</sup> section électorale du 5<sup>e</sup> arrondissement. Pourquoi le citoyen président, au lieu de jeter un bulletin de vote dans l'urne, l'a-t-il jeté au bas de l'urne de manière que le bulletin reste sur la table? Est-ce pour le réviser ou le remplacer une fois l'électeur sorti? A voir le jeu de ces messieurs, il paraît qu'ils ont largement compté sur la mansuétude de la République.

## Variétés.

## APPLICATION DE LA VAPEUR A L'AGRICULTURE.

Nous ne savons plus où nous avons vu un tableau représentant un savant assis devant une marmite et abimé dans de profondes réflexions. Au-dessous, nous avions lu ces mots : « Cette marmite sauvera le monde. »

Où, cette marmite sauvera le monde, et l'on sera de l'avis du savant, quand on saura que cette marmite était celle de Papin. On sait les nombreuses applications de la vapeur; elles sont cependant loin d'être épuisées. Après avoir vu les miracles accomplis par Watt et Fulton, ces deux immortels et pacifiques conquérants de la matière, on s'étonnait que l'intelligence humaine n'eût pas découvert quel immense profit l'agriculture, la plus belle des sciences, pouvait tirer de cette force miraculeuse.

Cela provient sans doute du discrédit où était tombée cette mère nourricière de la France. L'immense développement industriel donné à notre pays, cette fatale et irrésistible tendance qui pousse et entassait les hommes dans les villes, l'incurie des hommes d'état, tout contribuait à retarder l'essor agricole de la nation française. Aujourd'hui que les barrières du despotisme sont à jamais tombées, aujourd'hui que le peuple a enfin pris possession de son domaine, s'il ne veut pas qu'une caste cupide et insolente puisse l'en chasser un jour, s'il ne veut pas qu'il s'ouvre une ère d'anarchie, d'horribles commotions menant à une réaction inévitable, irrésistible, il cherchera immédiatement la réalisation des grands principes qu'il vient de proclamer, il formulera ceux qui, vagues encore, n'en sont pas moins d'une applicabilité immédiate. Sans entrer dans de plus grands détails, nous nous bornons à dire que le salut de la France est dans l'agriculture.

Le général Dubourg écrivait hier dans sa profession de foi : « Je m'occuperai encore sans relâche de fixer l'attention du Gouvernement sur l'agriculture. Les agriculteurs théoriciens prétendent que notre agriculture a fait de grands progrès. La vérité est que depuis trente-trois ans cette source principale de la richesse nationale a été négligée; et quand on compare nos soi-disants progrès en agriculture à ceux réalisés chez nos voisins, on voit combien nous sommes en arrière et à quel point nos grands intérêts nationaux ont été négligés par les deux derniers gouvernements. N'est-il pas honteux qu'il existe en France un département des Landes? n'est-ce pas une grande honte, puisqu'on peut le transformer en département des Prairies? »

« Par la faute des derniers gouvernements, les campagnes se dépeuplent et les villes s'encombrement de malheureux que les fabriques ne peuvent employer et auxquels d'ailleurs elles ne peuvent offrir qu'un salaire insuffisant pour la subsistance d'une famille.

« La France peut être manufacturière et commerciale; mais pour cela il faut qu'elle commence par être grandement agricole, et c'est ce que les gouvernements n'ont jamais voulu comprendre. C'est la population agricole qui doit consommer la moyenne partie du produit des machines du pays; l'exportation ne vient qu'après. Si la République ne se passionne pas pour l'agriculture, je le proclame hautement, son existence sera continuelle-



ment remise en question. Ici je ne peux pas entrer dans le fond de cette question, beaucoup plus politique qu'on ne semble généralement le croire.

Ce qui revient à dire que la révolution de 1848 est éminemment sociale. C'est là une vérité qu'on ne peut s'empêcher de reconnaître : les difficultés de la situation empirent chaque jour, chaque jour elles montent comme une marée irrésistible, et si l'on ne prépare à temps les classes, les flots vont submerger le monde. Ce qu'on n'aura pas voulu faire d'un commun accord, sans peine et paisiblement, s'accomplira par la force des choses et avec une impétuosité invincible. Tout indique que le moment est venu d'un grand remaniement social qui doit atteindre la société dans ses bases. Aveugles et insensés ceux qui cherchent à se prémunir contre la solution du grand problème. Rien de ce qui fut ne sera qu'à la condition de se transformer et de s'adapter à un nouvel ordre de choses. L'humanité ne recule pas, et si vous ne faites le chemin grand et spacieux devant elle, il faudra bien qu'elle prenne sa voie à travers les accidents de terrain, franchisse les rochers et les abîmes jusqu'à ce qu'elle retrouve la plage inconnue où elle rebâtera sa tente d'un jour.

Vénérons le génie qui par ses admirables découvertes nous rend la tâche plus facile !

Nous avons dit plus haut que la France devait bon gré malgré revenir à l'agriculture, la source de richesse la plus délaissée et la plus féconde. Nous avons exprimé le désir qu'on défrichât les terres incultes de France et qu'on assainît les marais afin d'obtenir une plus égale répartition des hommes sur le sol national. Si l'espace ne nous manquait, nous pourrions dire comment et à quelles conditions se fera ce retour de la France dans sa bonne voie, car nul doute qu'il ne faille remplacer les vieux errements de l'agriculture par un mode d'exploitation mieux assorti au progrès des lumières et aux besoins de l'époque. L'idéal, a dit Lamartine, c'est la vérité à distance. Ici c'est la substitution de la grande culture au morcellement indéfini des propriétés, c'est l'association élevant à leur plus haute puissance les efforts individuels, c'est l'agression dirigée contre la matière par un système de forces auquel rien ne résiste, enfin c'est l'application de la vapeur à l'agriculture. Que ce problème soit résolu, et Prométhée a vaincu ! Et l'homme se redressant enfin de toute sa hauteur peut fouler son domaine d'un pied libre et dédaigneux.

Le moment du triomphe n'est pas loin. Que dis-je ? Il est peut-être arrivé, grâce à un citoyen que le monde entier doit connaître, car le citoyen Barrat a pris place parmi les bienfaiteurs de l'humanité.

L'idée d'appliquer la vapeur à l'agriculture avait déjà frappé certains esprits en Angleterre et en Amérique. Quelques essais s'ensuivirent qui, ne méritant pas de fixer l'attention, tombèrent bientôt dans l'oubli. Il appartenait à notre compatriote d'en tenter un on ne peut plus satisfaisant. Ici effaçons-nous pour laisser parler un homme spécial, le citoyen Malepeyre :

« Le travail qui rend la terre le plus meuble possible, qui l'ouvre le mieux aux influences atmosphériques, celui qui lui donne cette élasticité, cette perméabilité qui convient le mieux à la germination et au développement des plantes utiles, est sans contredit celui de la bêche ou celui de la houe. Cette proposition n'a nullement besoin d'être démontrée, et c'est un fait commun d'expérience. Or, c'est en partant de cette idée si vieille et si vulgaire que l'inventeur a réussi à produire une machine utile et remarquable pour le labourage à la vapeur. Le travail de la bêche présentant trop de difficultés pour qu'on pût l'imiter ou le faire entrer dans une combinaison mécanique, il a fallu se rejeter sur celui de la houe à dents qui, sous aucun rapport, ne lui est inférieur quand il est bien exécuté et donne des résultats également satisfaisants.

« Ce point une fois fixé, il ne s'agissait plus que d'imiter par voie mécanique le mouvement de la main de l'homme qui travaille avec cet instrument, c'est-à-dire qu'il fallait imprimer à la houe un mouvement d'abaissement assez rapide et assez fort pour en faire entrer les dents à une profondeur suffisante, puis ramener vivement l'instrument en arrière pour renverser la terre dans la jauge précédente et en creuser une nouvelle. Or, c'est précisément là le travail qu'exécute avec beaucoup de précision la machine à labourer de M. Barrat, dont on pourra se former maintenant une idée très-nette d'après ce que nous allons dire sur son sujet.

« Qu'on se figure une locomotive d'un petit modèle à cylindres oscillants sur les côtés et montée sur quatre roues en fer à jantes très-larges et qui au moyen d'engrenage peut tourner avec facilité à droite, à gauche, marcher en avant ou en arrière à volonté. A cette machine est attaché, à une certaine hauteur, un châssis qui se prolonge au delà de l'extrémité postérieure de la machine ou celle du chauffage, et qui porte près de sa traverse extrême un arbre à cames armé de dix à douze hoes à deux dents engagées chacune dans de forts manches en bois de 1 mètre environ de longueur, lesquels sont solidement fixés sur cet arbre. Des galets mis en mouvement par les bielles de communication de

mouvement attaquent successivement les cames de cet arbre et soulèvent d'abord simultanément toutes les hoes, puis ensuite les font retomber par un mouvement vif et rapide qui les fait pénétrer à une certaine profondeur dans le terrain ; alors d'autres pièces du mécanisme ramènent l'arbre en arrière ainsi que toutes les hoes fichées en terre qui entraîneraient avec elles la bande de terre qu'elles viennent de mordre, et la renversent et la font crouler dans la jauge précédente. Cela fait, les hoes se relèvent. Dans l'intervalle, la locomotive ayant avancé d'une longueur de terrain qu'on peut fixer à volonté et l'arbre des hoes s'avancant du double de cette longueur, les hoes retombent et attaquent une nouvelle bande de terre qui est renversée à son tour, et ainsi de suite sans interruption.

« Ainsi la machine est une combinaison de la locomotive ordinaire, sauf quelques modifications de détail et des organes pour tourner à volonté, et d'un système mécanique de hoes qui travaillent, à peu de chose près, comme si ces instruments étaient manœuvrés à bras d'hommes.

« La machine se manœuvre d'ailleurs avec une extrême facilité ; elle marche en avant ou en arrière avec une vitesse qu'on peut régler à volonté ; elle ne foule pas le terrain labouré et ne s'avance jamais que sur l'étau ; elle tourne avec facilité et rapidité aux extrémités du champ en laissant des tournières qui ne sont pas plus longues que celles d'une charrue attelée de deux chevaux. On peut à volonté l'arrêter spontanément, la faire marcher sans retard une fois chauffée, modérer à volonté la force du coup des hoes ou lui donner plus d'énergie, embrasser une bande de terre plus ou moins large. Enfin elle peut se plier à toutes les exigences du travail des terrains les plus variés.

« Bien entendu que la machine, dans son état actuel, n'est propre qu'à faire des labours à plat.

« La machine que nous avons eue sous les yeux et vue fonctionner dans le parc de Bercy, chez M. le marquis de Nicolai, n'est encore qu'une machine d'essai, c'est-à-dire celle qui a reçu les premières inspirations de M. Barrat, et qui, retouchée et remaniée de bien des manières, ne peut pas présenter cette belle proportion dans les pièces, cette harmonie, cette fermeté dans les mouvements qu'on sait donner aujourd'hui aux grands organes mécaniques ; par conséquent on ne peut considérer son travail et ses résultats que comme des études expérimentales propres à nous éclairer sur le service qu'on doit en attendre, et c'est seulement sous ce rapport qu'il convient de la considérer, et cependant le résultat qu'elle a produit nous a paru des plus satisfaisants.

« Le terrain sur lequel ont eu lieu les expériences était un vieux chaume sur un sol graveleux très-peu profond et sous la surface duquel on trouve comme sous-sol un tuf compacte qu'il convient de ne point entamer. Ce mauvais terrain, que la charrue aurait renversé sans peine, présentait au contraire par sa nature un obstacle assez grand au travail des hoes, qui n'y pénétraient qu'avec difficulté et donnaient ainsi un travail moins beau qu'elles n'auraient pu le faire dans une terre franche.

« La machine en question est de la force de trois et demi à quatre chevaux au plus, et au moment où elle a fonctionné devant nous, elle ne marchait pas avec toute sa force et à pleine vapeur. Voici les résultats :

« La machine, en s'avancant au taux de 0 m. 43 par coup de houe ou de piston, a frappé depuis trente-deux jusqu'à quarante coups à la minute, c'est-à-dire que par minute elle a, au minimum, avancé de 4 m. 90 ; et comme les hoes occupent une largeur de 2 mètres, il y a eu 9 m. 8 carrés de surface travaillés par minute à une profondeur de 0 m. 40 ; mettons 40 mètres.

« A ce taux, la machine labourerait 600 mètres carrés par heure et 6,000 mètres en une journée de dix heures ; mais elle est susceptible d'un travail double lorsqu'elle fonctionne à toute vapeur et surtout lorsqu'on augmentera la surface de chauffe, qui est un peu trop faible dans le modèle actuel.

« Un examen du travail nous a démontré que la terre était parfaitement bien renversée et que nulle part on n'apercevait de traces de chaumes ou de gazons ; que la profondeur était partout très-exactement la même ; que la terre, bien homogène dans tous ses points à la surface, était parfaitement ouverte, ameublie, perméable, élastique, et présentait tous les caractères d'un bon labour à la houe à main.

« Tels sont les résultats qu'il nous a été permis de constater avec la machine d'essai de M. Barrat, et que nous sommes heureux de pouvoir porter les premiers à la connaissance de nos lecteurs. Sans doute, ainsi que nous l'avons dit, il reste encore à faire pour porter cette machine à l'état de perfection mécanique ; mais les principes sur lesquels elle est fondée nous paraissent sinon les seuls, du moins des éléments excellents pour parvenir à la solution du problème du labourage des terres par le moyen de la force de la vapeur.

« Nous avons dit que nous nous contenterions de l'examen de cette machine sous le rapport mécanique, en consignait les éléments bruts du travail qu'elle a exécuté sous nos yeux, et que nous nous abstenions de l'envisager sous le point de vue

économique. D'autres entreprendront sans doute de traiter ce sujet avec plus de connaissance que nous ; mais il est toutefois un point de vue sur lequel nous désirons attirer l'attention, parce qu'il nous a paru entraîner dans une erreur de calcul quelques personnes présentes aux expériences, et d'ailleurs très-compétentes sur ce sujet.

« Nous avons entendu établir des discussions sur le prix du travail de cette machine, et comparer numériquement celui qu'elle donne pour une dépense donnée avec celui de la charrue ; mais cette comparaison n'est possible qu'en prenant en considération tous les éléments du problème.

« La machine, dans un travail de dix à douze heures, consomme pour 5 à 6 fr. de houille à Paris ; un chauffeur mécanicien à 5 à 6 fr. par jour pour la conduire, et on peut compter sur le travail environ d'un hectare de terre pour les frais, auxquels il conviendra d'ajouter l'intérêt du capital de construction, l'amortissement de ce capital et les réparations. Tout calculé, la machine aura fourni au cultivateur un travail qui remplacera celui de la charrue, du rouleau et de la herse, et qui aura été exécuté en quatre à cinq fois moins de temps. La machine remplace donc trois instruments qu'on fait travailler l'un après l'autre, et c'est sur cette base, la seule équitable, qu'il convient d'établir le prix de son travail et de celui de la charrue.

« On a fait aussi une objection au travail de cette machine en disant qu'elle ne pourrait guère travailler la terre sur laquelle on aurait répandu des fumiers longs et pailleux ; mais l'objection n'a pas le poids qu'on a voulu lui donner. La machine obligera seulement nos cultivateurs à répandre des engrais plus consommés, ou bien des engrais pulvérisés ou liquides, ce qui ne sera certainement pas un mal pour notre agriculture.

« On a dit encore que la machine aurait peut-être de la peine à rompre de vieilles luzernes dont les longues racines fibreuses résisteraient aux coups des hoes ; nous croyons au contraire, après avoir vu la manière dont elle fonctionne, qu'en faisant l'extrémité des hoes en acier et leur donnant un tranchant plus vif, on coupera avec une extrême facilité les racines de luzerne et autres racines de plantes vivaces et fibreuses.

« Du reste, la machine qui a été mise sous nos yeux ne répond pas, de l'aveu de son modeste inventeur lui-même, à tous les besoins imaginables, et nous sommes de son avis. En effet, on change son versoir ou même son soc suivant le terrain qu'on veut travailler ; en bonne culture, les herses pour les terres fortes ne sont pas les mêmes que pour celles légères ; les extirpateurs ont souvent plusieurs pieds de râteau, selon le travail qu'on veut exécuter. Il en sera de même de la machine, qui modifiera la forme, le poids, le nombre et le travail de ses hoes suivant les circonstances. C'est ainsi que pour les terres très-compactes, M. Barrat se propose de mettre un second rang de hoes qui achèveront l'ameublissement du terrain que le premier aura commencé.

« On a prétendu aussi que cette machine ne pouvait convenir qu'aux pays de grande culture, comme l'Angleterre, certaines portions de l'Allemagne et l'Amérique. Il n'y a pas de doute que ce sera en effet dans les pays de grande culture que la machine s'introduira d'abord, et qu'on la verra difficilement s'installer dans les pays où, comme aux environs de Paris, la terre est divisée en un nombre infini de parcelles. Mais combien y a-t-il encore en France de vastes domaines ; et pourquoi, d'ailleurs, ne s'introduirait-elle pas dans les pays de moyenne culture, qui sont ceux les plus généralement répandus dans la plus grande partie du pays ? et pourquoi ne s'installerait-elle pas dans quelques centres principaux des compagnies ou des entrepreneurs qui exécuteraient les labours à façon ou loueraient des machines ? Ces combinaisons sont faciles à réaliser et se présentent déjà pour les machines à battre ; nous ne voyons pas pourquoi les labours à la vapeur ne jouiraient pas aussi de cet avantage.

« Cette machine, quelque incomplète qu'elle soit, peut donner des résultats merveilleux. Perfectionnée, qui ne voit le rôle qu'elle est appelée à jouer ? Par elle, la révolution sociale est accomplie ; la petite exploitation individuelle est remplacée par la grande culture c'est-à-dire que la terre produit cent fois plus qu'elle ne rapporte aujourd'hui ; la propriété est mobilisable, la terre n'est plus qu'un appendice de l'homme, quelque chose qu'il peut manier comme son bâton de voyage.

AL. PEYRET.

#### ARMÉE.

On lit dans le *Moniteur de l'Armée* : Les réserves de l'armée appelées à l'activité se répartissent sur les cinq classes de 1842, 1843, 1844, 1845 et 1846. Voici leur force :

Classe de	20,430 hommes.
1842	20,430
1843	35,960
1844	15,250
1845	8,000
1846	20,000

Total. 99,560

Mais il y aura à déduire de ce chiffre les non-valeurs pour dispenses en vertu de l'art. 14 de la loi du recrutement, exemptions pour infirmités constatées au moment du départ et congés de renvoi accordés aux soutiens de famille. Ces non-valeurs s'élèvent ordinairement à un dixième environ des produits du recrutement.

L'appel des réserves disponibles n'enverra donc au drapeau qu'une force d'environ 90,000 hommes.

Les jeunes gens des classes de 1843 et 1846 ont été mis en route du 15 au 20 avril. Ceux des classes de 1842, 1845 et 1844 partiront du 1<sup>er</sup> au 5 mai.

Voici la répartition, par arme, de ces réserves :

Infanterie	86,370 hommes.
Cavalerie	3,290
Artillerie	3,700
Génie	500
Equipages militaires	1,700

99,360

On sait que les non-valeurs sont ordinairement imputées en totalité au recrutement de l'infanterie, et que la cavalerie et les armes spéciales reçoivent leur contingent complet.

On aura remarqué que la part faite à la cavalerie dans la répartition de ces réserves n'est pas en proportion de la force nécessaire à cette arme en cas de guerre. Nous avons donné l'explication de ce regrettable état de choses dans notre article du 15 avril sur les *haras et la remonte*. Ce ne sont pas les hommes qui nous manquent, ce sont les chevaux.

Indépendamment de cet appel des réserves, la classe de 1847 sera disponible sous peu de jours. En supposant que la fixation du contingent de cette classe, qui n'est pas encore déterminée, s'arrête au chiffre de 80,000 hommes, ce sera, toutes non-valeurs déduites, une levée de 70 à 72,000 hommes à ajouter aux forces du pays.

Nous avons établi dans de précédents articles que l'effectif général soldé était au 1<sup>er</sup> janvier dernier de 377,000 hommes.

Réserves appelées et mises en route 90,000

Forme approximativement disponible sur la classe de 1847. 70,000

Total des forces de l'armée. 337,000

En cas de guerre, l'enrôlement volontaire, d'une si faible ressource en temps de paix, ferait rapidement monter cet effectif au-dessus de 600,000 hommes.

La première Révolution n'avait pas 130,000 hommes de troupes régulières sous la main lorsqu'elle entra en campagne contre l'Europe coalisée.

#### PRUSSE.

Des lettres de Berlin, arrivées ce matin à Paris, annoncent que le peuple est encore une fois maître de la ville et qu'il exige que l'entrée en soit interdite aux troupes.

En Sicile, la déchéance de Ferdinand de Naples a été définitivement proclamée.

#### Faits divers.

Une étrange découverte vient d'être faite au château de Chantilly, ce palais témoin de la fin tragique du prince de Bourbon, lequel palais, comme on sait, était devenu la propriété du duc d'Aumale.

On a trouvé dans un tiroir, au fond d'un vieux meuble de cabinet, une lettre de la baronne de Feuchères adressée à un écuyer du prince dans laquelle la ténébreuse affaire de l'espagnole est pour ainsi dire expliquée dans le sens de la pendaison non-volontaire.

Nous donnerons, aussitôt qu'ils nous auront été transmis, tous les détails que contient ce précieux autographe. (Monde républicain.)

Quatre individus, surpris l'avant-dernière nuit en flagrant délit de démantèlement furtif dans le quartier Popincourt, ont été arrêtés par une patrouille de gardes nationaux et conduits au bureau du commissaire de police, qui les a envoyés sous mandat de dépôt à la préfecture.

De nouvelles arrestations, au nombre de onze, ont encore été opérées en exécution de mandats décernés par le parquet de Pontoise dans l'affaire de pillage, dévastation et incendie du chemin de fer du Nord. Les onze inculpés ont été amenés à Paris sous la garde d'agents du service de sûreté et de gendarmes de la compagnie départementale pour être interrogés par M. le conseiller Foucher, spécialement chargé de la direction de l'instruction des affaires de cette nature.

#### Bourse de Paris du 25 avril.

On comptait beaucoup à la Bourse voir paraître ce matin le décret sur l'expropriation des chemins de fer, et d'après les opinions qui circulaient sur le mode de remboursement, les actions avaient éprouvé une grande hausse. Le *Moniteur* gardant le silence sur ce sujet, les actions ont baissé d'abord, pour se relever à la fin, mais à des cours plus bas que ceux de la clôture d'hier. On regarde comme devant paraître très-prochainement le décret sur la réunion de toutes les banques en une seule, et c'est la cause à laquelle il faut attribuer la hausse de 150 fr. que ces actions ont éprouvée aujourd'hui.

On parlait aussi, mais assez vaguement, d'achats importants de lingots d'or et d'argent faits à Londres par la maison Rothschild. D'autres nommaient la Banque de France. Mais ce bruit n'avait aucun crédit chez les banquiers de Paris.

Le 3 p. 100, qui restait hier à 40 75, a débuté à 40 50, a fait 41 50 au plus haut, 40 25 au plus bas, et reste à 41 25.

Le 3 p. 100, fermé hier à 60 54, a débuté à 61, a fait 62 30 au plus haut, et reste à 62.

La Banque de France a débuté à 1,200 (cours de clôture d'hier), a monté graduellement jusqu'à 1,340, et ferme à 1,350.

L'Orléans, fermé hier à 310, a débuté à 315, est tombé à 305, et ferme à 315.

Le Rouen a débuté à 375, cours de fermeture d'hier, a baissé à 355 et reste à 375.

Le Marseille a fait 200 et 205.

Le Centre a baissé de 245, cours d'ouverture, à 235, dernier cours.

Le Bordeaux a été coté à 395.

Le Nord, fermé hier à 360, a débuté à 355, a fait 345 au plus bas, et reste à 350.

Le Strasbourg a varié de 332 50 à 338 75 (dernier cours), le Nantes de 343 à 340, et reste à 343 75, et le Lyon de 312 50 à 320, et ferme à 315.

Le directeur gérant : SOBRER.

Imprimerie Lacombe et Fertiaux, rue Daufette, 9.